

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 10/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LAFARGE GRANULATS

avenue des Frères Lumière - ZAC des Chabauds
13320 Bouc-Bel-Air

D/SPR/GP/53/2023
Références : D-00002-2023
Code AIOT : 0006401268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté 2625 Route d'Avignon Quartier Baronne 84300 CAVAILLON. L'inspection a été annoncée le 10/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- 2625 Route d'Avignon Quartier Baronne 84300 CAVAILLON
- Code AIOT : 0006401268
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Lafarge Granulats SAS exploite une carrière aux lieu-dits « plan de perussis » et « les iscles du temple », sur la commune de Cavaillon.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510, de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 et de la déclaration au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site

sont autorisées par les arrêtés préfectoraux n°44 du 23 avril 1997 et n°33 du 8 avril 2002, modifiés par les arrêtés complémentaires du 21 mai 2015, du 26 septembre 2018 et du 10 mai 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites apportées aux constats relevés lors de l'inspection 2021 ;
- action nationale relative au plan de gestion des déchets d'extraction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	rejets eaux usées	Arrêté Préfectoral du 08/04/2002, article 19.2.3	Demande d'action corrective	Sans objet
19	liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	Sans objet
20	inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Demande d'action corrective	Sans objet
22	statut IOTA des ouvrages de prélèvement d'eau	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L181-1	Demande d'action corrective	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
2	Gestion des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
3	Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
4	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
5	Gestion et suivi des zones de stockage – réseau de surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
6	Gestion et suivi des zones de stockage – lixiviats	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
7	Gestion et suivi des zones de stockage – catégorie A	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
13	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
14	Plan de gestion des déchets – Impact sur les terrains de stockage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
15	Plan de gestion des déchets – Risques accidentels	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
17	interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 08/04/2002, article 15	/	Sans objet
18	niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2	/	Sans objet
21	requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté quatre non-conformités au cours de cette visite. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction (PGD) en vigueur (version de novembre 2019) liste 2 catégories de déchets, correspondant aux codes déchets suivants : - code déchet 01 01 02 "Déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères" : le PGD précise que les déchets concernés sont, d'une part, les déchets solides issus de la découverte qui sont extraits mécaniquement par chargeuse et, d'autre part, les déchets issus du prélavage des matériaux à la drague ; - code déchet 01 04 12 "Stériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux, autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07* et 01 04 11* : le PGD précise que les déchets concernés sont les fines de lavage liquides issus de décantation avec ajout de flocculants. La circulaire du 22/08/2011 précise qu'il « pourra être considéré que des déchets produits à partir d'un flocculant présentant un taux d'acrylamide suffisamment faible (dans les polyacrylamides de base) peuvent être considérés inertes. Un taux inférieur à 0,1 % de monomère résiduel dans le polyacrylamide sera jugé acceptable. Il conviendra que les exploitants justifient des caractéristiques du flocculant utilisé sur la base des fiches de sécurité des fabricants. » L'exploitant a fourni en annexe à son PGD une attestation du fabricant du flocculant confirmant un taux inférieur à 0,1 %. Le PGD mentionne que les bassins sont curés tous les ans. L'exploitant précise également que de la terre végétale issue des opérations de découverte est également présente sur une épaisseur comprise entre 0,2 et 0,3 mètre sur l'ensemble du site. Il indique que l'ensemble des matériaux de découverte sont réutilisés directement pour les opérations de remise en état, aucun stockage temporaire de durée supérieure à 3 ans n'est effectué.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : Le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage – réseau de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols,

des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.
Constats : Le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion et suivi des zones de stockage –lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède : <ul style="list-style-type: none"> - au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ; - à la récupération et au traitement des lixiviats ; - à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses.
Constats : Le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion et suivi des zones de stockage –catégorie A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le PGD comporte une caractérisation des différents déchets d'extraction (cf. PdC n°1), ainsi qu'une évaluation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation : - code déchet 01 01 02 : <ul style="list-style-type: none"> • déchets solides issus de la découverte extraits mécaniquement par chargeuse : 290 000m3 • déchets issus du prélavage des matériaux à la drague : 300 000m3 - code déchet 01 04 12, fines de lavage liquides issus de décantation : 500 000m3 - terre végétale issue des opérations de découverte : 60 000m3 Le PGD comprend également une estimation de la quantité de chaque catégorie de déchets à générer de 2019 jusqu'à la fin d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le PGD comprend des vues aériennes du site sur lesquelles sont précisées les zones de réutilisation des déchets d'extraction pour la remise en état du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le PGD comporte la description des opérations d'exploitation à l'origine de la production des différents types de déchets d'extraction, ainsi que les modalités de valorisation de ces déchets, dans le cadre de la remise en état de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le PGD comprend une analyse des effets potentiels des stockages de terres de décapage et des boues de lavage sur l'environnement, ainsi que des mesures de prévention mises en place (végétalisation, arrosage,...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le PGD comprend les procédures de surveillance et de contrôle (suivi retombées de poussières, analyses de la qualité des eaux,...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le PGD comporte le plan proposé en ce qui concerne la remise en état des zones de stockage de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Plan de gestion des déchets – Impact sur les terrains de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le PGD précise que les sols ne sont pas susceptibles de subir des dommages, de par leur nature et le compactage des matériaux mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Plan de gestion des déchets – Risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction
Constats : Aucun accident majeur n'a été identifié par l'exploitant dans son étude de danger, en lien avec les stockages de déchets d'extraction inertes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : rejets eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2002, article 19.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux usées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Effluents des sanitaires : ces effluents devront être traités par un dispositif d'infiltration conforme à l'arrêté du 6 mai 1996. L'évacuation en puits perdu est interdite.
Constats : <u>Constat le 13/10/2020</u> : l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la conformité des deux dispositifs de traitement des eaux usées du site. Le rapport DREAL du 4 décembre 2020 demandait à l'exploitant de faire réaliser une vérification des deux installations de traitement des effluents sanitaires par un spécialiste et de transmettre, sous 3 mois, le rapport associé, comprenant un planning de réalisation des actions correctives nécessaires.
<u>Constat le 15/11/2021</u> : l'exploitant a transmis le compte-rendu du passage caméra réalisé par la société Osis,

<p>qui mentionne deux anomalies. Toutefois, l'exploitant n'apporte pas d'éléments, d'une part, sur les actions correctives nécessaires afin de corriger les anomalies relevées et, d'autre part, sur la conformité des dispositifs vis-à-vis de la réglementation afférente.</p> <p>A la suite de cette inspection, le rapport DREAL du 12 janvier 2022 demandait à l'exploitant de compléter, sous 3 mois, le diagnostic réalisé sur les dispositifs de traitement des eaux usées avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le descriptif des actions correctives éventuellement nécessaires afin de remédier aux anomalies relevées lors du passage caméra ; - une évaluation de la conformité des dispositifs vis-à-vis de la réglementation applicable aux dispositifs d'assainissement non collectifs. <p><u>Constat le 13/12/2022</u> : l'exploitant indique ne pas avoir reçu le rapport DREAL du 12/01/2022 transmis par voie postale. Toutefois, il précise avoir corrigé les anomalies relevées et envoyé un dossier au SPANC afin d'obtenir un certificat de conformité de ses installations. Il n'a toutefois pas été en mesure de présenter le dossier communiqué au SPANC le jour de l'inspection.</p>
<p>Observations : l'exploitant communiquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sous 1 semaine, copie du dossier envoyé au SPANC concernant la mise en conformité du dispositif de traitement de ses effluents ; - l'avis du SPANC sur le dossier précité dès réception et, le cas échéant, proposera un calendrier de mise en conformité ne dépassant pas 3 mois.
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 17 : interdiction d'accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2002, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, interdiction d'accès</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation doit être interdit par une clôture efficace où tout autre dispositif équivalent. Le danger doit être signalé par des pancartes placées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière et contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p>
<p>Constats : <u>constat le 15/11/2021</u> : le jour de l'inspection, la clôture était endommagée à l'ouest du site, à proximité du portail d'accès à l'étang de pêche. Ainsi, le rapport DREAL du 12/01/2022 demandait à l'exploitant de transmettre, sous 1 mois, une photo attestant de la réparation de la clôture.</p> <p><u>Constat le 13/12/2022</u> : l'exploitant indique ne pas avoir reçu le rapport DREAL du 12/01/2022 transmis par voie postale. Toutefois, il précise avoir réparé la clôture à la suite de l'inspection. Le jour de la visite, l'inspecteur a pu constater la réparation de la clôture, ainsi que la tenue d'un registre de suivi des clôtures traçant les contrôles effectués périodiquement par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est mis en demeure de respecter, au plus tard 18 mois après la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 22.1 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 1997 et de l'article 23.1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2002 susvisés, en matière de niveaux sonores maximaux admissibles.</p> <p>Afin de démontrer le respect des dispositions des articles 22.1 et 23.1 précités, l'exploitant fera réaliser des mesures des niveaux sonores, par un organisme compétent de son choix, en limite de site (points de mesures B1, B2 et B6) et à proximité des riverains (points B3, B4 et B5). Les mesures devront être effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations (hors période d'arrêt). Le rapport associé à ces mesures sera transmis à monsieur le Préfet dans le mois suivant leur réalisation.</p> <p>Constats : A la suite de l'inspection du 15 novembre 2019, monsieur le Préfet a mis en demeure la société Lafarge Granulats, par arrêté du 26 mars 2020, de respecter les niveaux sonores maximaux admissibles en limite de site et au niveau des zones à émergences réglementées, sous un délai de 18 mois.</p> <p>Le délai de mise en conformité a été motivé par l'exploitant par courrier du 28 février 2020, à travers lequel il s'est engagé à renouveler sa drague, celle-ci ayant été indentifiée comme la principale source d'émissions sonores, à l'origine des dépassements relevés.</p> <p>Par courrier du 03/06/2021, l'exploitant a informé monsieur le Préfet d'un retard dans l'approvisionnement de la nouvelle drague (arrivée sur le site de Cavaillon le 30/10/2021 pour mise en service définitive le 01/05/2022).</p> <p>Par courrier du 07/09/2021, l'exploitant a confirmé à monsieur le Préfet l'approvisionnement des pièces à compter du 30/10/2021, ainsi qu'une mise en service définitive d'ici fin mai 2022. Ce courrier mentionne également des travaux d'insonorisation des installations de traitement d'ici fin septembre 2021, ainsi que la modification des horaires de travail à compter du 01/10/2021. Ce courrier contient aussi des rapports de mesures des niveaux sonores (conformes), réalisées en mars 2021 (jour/nuit), puis en juillet 2021 (jour uniquement).</p> <p>Lors de l'inspection du 15/11/2021, il avait été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux d'insonorisation ont bien été réalisés autour d'une des deux installations de broyage ; - aucune pièce de la nouvelle drague n'a été approvisionnée sur site contrairement aux informations fournies par courrier du 07/09/2021, en raison d'un nouveau retard d'approvisionnement ; - les résultats des mesures de bruit, réalisées en mars 2021, ne font pas apparaître les valeurs mesurées en limite de propriété pour la période nocturne. <p>Par courriel du 19/11/2021, l'exploitant a transmis un courrier de la société Sea Technology informant d'un report de trois mois de la livraison de la drague sur site.</p> <p>Ainsi, l'inspection a demandé à l'exploitant dans son rapport du 12/01/2022 de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poursuivre ses efforts afin de réduire de façon pérenne les émissions sonores liées à ses activités. En particulier, l'inspection précisait qu'elle serait attentive au bon déroulement des opérations engagées afin de renouveler la drague du site, identifiée comme première source d'émissions sonores par les études de bruit réalisées par l'exploitant ; - réaliser, sous 3 mois, une campagne de mesure des émissions sonores couvrant l'ensemble des points de mesures, pour les situations diurnes et nocturnes.

Constat le 13/12/2022 : par courrier du 31 mars 2022, l'exploitant a informé monsieur le Préfet de nouveaux retard dans la construction de la drague, en raison de la crise ukrainienne. Il a également transmis des photographies de la construction de la drague, à la suite de sa visite dans les ateliers du fabricant en janvier 2022. Le jour de la visite, l'inspection a constaté que la nouvelle drague était en cours de montage sur site. L'exploitant précise que la mise en service est prévue entre mars et juin 2023.



nouvelle drague en cours de montage

Concernant les mesures des niveaux sonores, l'exploitant a transmis par courrier du 12 mai 2022, les résultats des mesures des niveaux sonores, effectuées du 24 au 25 mars 2022. Ces mesures montrent une conformité des résultats pour l'ensemble des seuils réglementaires applicables.

Ainsi, les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 26 mars 2020 sont satisfaites.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, liste des ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats : Constat le 15/11/2021 : l'exploitant dispose d'une liste des ESP présents sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 réservoirs airchoc « air industrie » de 100 L, 12 b - 2 réservoirs airchoc « air industrie » de 50 L, 12 b - 1 réservoir compresseur « pauchard / scolitros » de 300 L, 11 b <p>Ces ESP sont tous soumis au suivi en service, selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.</p> <p>Toutefois, la liste présentée ne comprend pas l'ensemble des informations suivantes, requises par l'arrêté ministériel précité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le régime de surveillance ; - les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection périodique ; - les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine requalification périodique. <p>Ainsi, le rapport DREAL du 12/01/2022 demandait à l'exploitant de transmettre, sous 1 mois, la liste des ESP présents sur le site, avec l'ensemble des informations requises par l'arrêté ministériel du 20/11/2017.</p> <p><u>Constat le 13/12/2022</u> : l'exploitant indique ne pas avoir reçu le rapport DREAL du 12/01/2022 transmis par voie postale. Il présente une liste des ESP du site mise à jour, mais qui demeure toutefois incomplète car le document :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne mentionne pas le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection) ; - mentionne les dates de "vérifications", sans préciser s'il s'agit d'inspections ou de requalifications périodiques. <p>Par ailleurs, l'inspection relève que le document recense 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en service depuis septembre 2018, dont les caractéristiques (pression, volume) les soumettent au suivi en service au titre de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois, transmettre une liste modifiée des équipements sous pression soumis au suivi en service au titre de l'arrêté ministériel du 20/11/2017, reprenant l'ensemble des informations demandées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, inspection périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats : <u>Constat le 15/11/2021</u> : Réservoir Pauchard 300L, 11 b :</p> <p>le certificat CE associé à la cuve a été émis en 2014. L'exploitant ne dispose pas d'élément démontrant que cet équipement a été mis en service à une date ultérieure. L'exploitant ne dispose pas de compte-rendu d'inspection périodique pour cet équipement.</p> <p>Par courriel du 16/11/2021, la société Lafarge a transmis un devis du 20/10/2021 pour la réalisation de l'inspection périodique du réservoir et indique qu'elle sera réalisée d'ici fin novembre 2021.</p> <p>Réservoirs air choc « air industrie » : l'exploitant a présenté des « rapports de visite extérieure », réalisé par la société Bureau Veritas en 2014. Par ailleurs, il indique ne pas disposer d'autre rapport de contrôle pour ces équipements, installés en 2008. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'une inspection périodique de ses réservoirs airchocs.</p> <p>la société Lafarge indique que ces équipements vont être changés et présente le bon de commande du 19 octobre 2021 pour le renouvellement des 4 cuves airs chocs (installation des équipements prévue courant novembre suite à un retard de livraison).</p> <p>Ainsi, le rapport DREAL du 12/01/2022 demandait à l'exploitant de transmettre, sous 1 mois, le compte-rendu de l'inspection périodique du réservoir Pauchard 300L et les justificatifs démontrant le remplacement des 4 réservoirs airchocs (photographies, factures,...).</p> <p><u>Constat le 13/12/2022</u> : l'exploitant indique ne pas avoir reçu le rapport DREAL du 12/01/2022 transmis par voie postale. Il présente la facture du 25/03/2022 relative à l'inspection périodique du réservoir Pauchard, réalisée par la société Airflux. Toutefois, l'exploitant ne dispose pas du compte-rendu de cette inspection, qui ne lui a pas été remis par la société ayant réalisé le contrôle.</p>

<p>Ce compte-rendu favorable, daté du 23 mars 2022, a été transmis à la DREAL par courriel du 28 décembre 2022. Toutefois, l'inspection relève que ce compte-rendu :</p> <ul style="list-style-type: none"> ne mentionne pas les vérifications faites sur les accessoires de sécurité ; fait toujours référence à l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 et non à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. <p>Par ailleurs, l'exploitant présente la facture relative aux changements de quatre réservoirs airchocs du 30/11/2021, ainsi que les photographies des plaques des équipements renouvelés (ces derniers étant installés en hauteur).</p> <p>Enfin, l'inspection relève que la liste des ESP mentionne 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en fonctionnement depuis septembre 2018, soumis au suivi en service au titre de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le compte-rendu d'inspection périodique de ces équipements.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> sous 1 mois, faire réaliser l'inspection périodique des 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en service depuis septembre 2018, et du réservoir Pauchard en veillant au contrôle des accessoires de sécurité ; communiquer, sous 2 mois, le compte-rendu des 14 inspections périodiques précitées.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 21 : requalification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, requalification périodique</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique:</p> <p>[...]</p> <p>– dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</p>
<p>Constats : <u>constat le 15/11/2021</u> : l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation des requalifications périodiques de ses 4 réservoirs airchocs, installés en 2008.</p> <p>L'exploitant indique que ces équipements vont être changés et présente le bon de commande du 19 octobre 2021 pour le renouvellement des 4 cuves airs chocs (installation des équipements prévue courant novembre suite à un retard de livraison).</p> <p>Ainsi, le rapport DREAL du 12/01/2022 demandait à l'exploitant de transmettre, sous 1 mois, les justificatifs démontrant le remplacement des 4 réservoirs airchocs (photographies, factures,...).</p> <p><u>constat le 13/12/2022</u> : l'exploitant indique ne pas avoir reçu le rapport DREAL du 12/01/2022 transmis par voie postale. Il présente la facture relative aux changements de quatre réservoirs airchocs du 30/11/2021, ainsi que les photographies des plaques des équipements renouvelés (ces derniers étant installés en hauteur).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L181-1
Thème(s) : Situation administrative, statut IOTA des ouvrages de prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation environnementale, dont le régime est organisé par les dispositions du présent livre ainsi que par les autres dispositions législatives dans les conditions fixées par le présent titre, est applicable aux activités, installations, ouvrages et travaux suivants, lorsqu'ils ne présentent pas un caractère temporaire :</p> <p>1° Installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au I de l'article L. 214-3, y compris les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique en application du 6° du II de l'article L. 211-3 ;</p> <p>2° Installations classées pour la protection de l'environnement mentionnées à l'article L. 512-1.</p> <p>Elle est également applicable aux projets mentionnés au deuxième alinéa du II de l'article L. 122-1-1 lorsque l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation est le préfet, ainsi qu'aux projets mentionnés au troisième alinéa de ce II.</p> <p>L'autorisation environnementale inclut les équipements, installations et activités figurant dans le projet du pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients.</p> <p>Constats : <u>constat le 13/10/2020</u> : lors de l'inspection effectuée en 2020, il avait été constaté que le site dispose de plusieurs forages et piézomètres, n'ayant pas fait l'objet de déclaration au titre de la réglementation "loi sur l'eau". Ainsi, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, à la DREAL :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un porté à connaissance, afin de déclarer les ouvrages liés aux forages et aux piézomètres présents sur le site (rubrique IOTA 1.1.1.0) ; - un porté à connaissance, afin de déclarer les prélèvements liés aux forages présents sur le site (rubrique IOTA 1.1.2.0) ; <p><u>constat le 13/12/2022</u> : l'exploitant a communiqué en avril 2022 un dossier visant à régulariser la situation de 8 piézomètres au titre de la rubrique IOTA 1.1.1.0. Par ailleurs, l'exploitant indique que la présence d'un forage étant mentionnée dans l'étude impact de son dossier d'autorisation, il n'a pas estimé nécessaire de porter à la connaissance du Préfet l'existence de ces ouvrages, ainsi que les éléments relatifs aux rubriques IOTA 1.1.1.0 et 1.1.2.0 associés. Toutefois, il ne dispose pas d'éléments concernant une éventuelle déclaration de ces ouvrages et des niveaux de prélèvements associés auprès des services de la police de l'eau.</p> <p>Observations : les ouvrages de prélèvements d'eau, relevant des rubriques IOTA 1.1.1.0 et 1.1.2.0, n'ont pas fait l'objet de déclaration auprès des services de la police de l'eau depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter. Par ailleurs, l'arrêté d'autorisation ICPE de la carrière étant antérieur à 2017, il ne réglemente pas spécifiquement les activités relevant des rubriques loi sur l'eau.</p> <p>Ainsi, en vue de la régularisation de ces ouvrages au sein de l'arrêté réglementant les activités de la carrière , il est nécessaire que l'exploitant transmette, sous 3 mois, le porté à connaissance relatif aux installations du site relevant des rubriques IOTA 1.1.1.0 et 1.1.2.0, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Les ouvrages de plus de 10 m devront être déclarés sur la base du BRGM "https://duplos.brgm.fr".</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet